



SOMMAIRE :

• ACTUALITÉS INTERNATIONALES :

1. *Le fusible Michael Flynn*
2. *Pékin entend profiter du flou politique autour de Trump*
3. *Sécurité : la conférence de Munich renforce les inquiétudes*
4. *Le premier cybermort est pour bientôt*

• LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :

1. *Général de Villiers : les réformes, « on a déjà donné, pour ne pas dire qu'on a déjà tout donné »*
2. *Pourquoi depuis 20 ans, l'ONU choisit des Français pour maintenir la paix*

• INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :

1. *Le VBCI de Nexter, la référence des véhicules de combat d'infanterie 8 X 8, sous le feu des projecteurs au salon IDEX 2017*
2. *DCNS : résultats 2016*

• GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ :

1. *Les ministres de la défense des pays de l'OTAN prennent des mesures destinées à renforcer l'alliance*
2. *Rapport sur la déradicalisation : « il n'y aura pas de miracle »*

Jacques Raimond

ACTUALITES INTERNATIONALES

1 – Le fusible Michael Flynn (IRIS, Marie-Cécile Naves*)

Le (très controversé) conseiller à la Sécurité nationale de la Maison blanche, Michael Flynn, a été contraint à la démission, le 13 février, après qu'il a reconnu avoir fourni « par inadvertance » des informations incomplètes au vice-président, Mike Pence, au sujet de ses échanges téléphoniques avec Sergey Kislyak, ambassadeur de Russie à Washington, fin décembre dernier (avant sa nomination et la prise de pouvoir du duo Trump/Pence). Flynn sera resté moins d'un mois à ce poste hautement stratégique, ce qui constitue un record absolu. Son départ n'est qu'un nouvel épisode des errements de la politique étrangère de Washington et une preuve supplémentaire de la forte tension existante entre, d'un côté, les services secrets et l'administration qui œuvrent à la continuité du pouvoir et, de l'autre, les conseillers de Trump qui préfèrent les coups d'éclat et promeuvent une rupture radicale avec la politique – interne et internationale – de Barack Obama. Ainsi, Flynn n'est qu'un fusible. Il suscitait de fortes réticences chez les services de renseignements qui craignaient que Moscou ne lui fasse du chantage après ses échanges téléphoniques avec l'ambassadeur russe, auquel il avait implicitement promis une politique conciliante vis-à-vis de Moscou. Flynn part parce qu'il n'a plus la confiance de Trump et parce que Pence et Bannon ont demandé sa tête. Flynn, fidèle de la première heure du candidat Trump, est un ancien général 3 étoiles qui s'est illustré autant par son rôle dans la guerre contre Al-Qaïda, en Irak et en Afghanistan, que pour ses prises de positions très dures envers l'islam. Il a également affirmé à de nombreuses reprises son souhait d'un rapprochement entre Washington et Moscou. Pour le président Trump, ce départ est une très mauvaise nouvelle. Il est en effet la preuve que, contrairement à ce qu'il affirme à cor et à cri, il ne s'entoure pas forcément des « meilleurs ». Il s'est trompé en faisant le choix de Flynn. Ce dernier avait été poussé vers une retraite anticipée en 2014, alors qu'il dirigeait le département du Renseignement de l'armée américaine, pour son mauvais management et ses

propos racistes. Plusieurs congressistes démocrates (et républicains) réclament une enquête afin d'établir la nature exacte des liens que Flynn entretenait avec le Kremlin mais également le degré de connaissance de Trump, à la fois de cette situation et du danger que son conseiller faisait peser sur la sécurité des États-Unis. Le 14 février, la Maison blanche a, de manière stupéfiante, affirmé que le président était informé depuis plusieurs semaines des conversations entre Flynn et l'ambassadeur russe. Cette démission intervient alors que les positions de Donald Trump en matière de politique étrangère ne cessent de changer. Il a ainsi récemment rappelé que les États-Unis ne reconnaissent qu'une seule Chine (*exit* donc les « provocations » sur Taïwan), que la poursuite de la colonisation israélienne des territoires palestiniens étaient une mauvaise chose (on verra comment Netanyahu et lui échangent à ce sujet cette semaine) et a rappelé, à l'occasion de la visite officielle du premier ministre japonais, la force des liens entre Tokyo et Washington (alors qu'il avait dénoncé pendant la campagne la politique commerciale agressive du Japon). Il n'a que très peu réagi au tir de missile effectué par la Corée du Nord, se contentant, comme à son habitude, de promettre d'y répondre « très fortement » et assurant le Japon – mais pas la Corée du Sud – de son soutien. Le départ de Flynn suffira-t-il à apaiser les esprits, à calmer les inquiétudes autour de « l'agenda géopolitique » de Trump ? Rien n'est moins sûr. C'est même sans doute le contraire.

**Marie-Cécile Naves est l'auteure de « Trump, l'onde de choc populiste » (FYP, août 2016).*

2 – Pékin entend profiter du flou politique autour de Trump (Libération – Zhifan Lu)

La Chine reste attentive à la politique étrangère menée par le nouveau président américain, dont les contours ne sont pas encore bien définis. Il aura fallu attendre vingt jours avant que Donald Trump ne fasse un premier pas vers la Chine. Le 10 février, le président américain a, pour la première fois, appelé son homologue chinois et officiellement reconnu la politique de «Chine unique», si chère à Pékin. En décembre, il avait pourtant accepté le coup de fil de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen pour le féliciter de son élection, remettant en cause un demi-siècle de

diplomatie avec la Chine, qui considère toujours Taïwan comme une province renégate. Cet entretien avec Xi Jinping apaise les tensions, mais brouille encore un peu plus la vision de la politique de l'administration Trump. Le président américain a attaqué plusieurs fois Pékin via Twitter, se montrant particulièrement virulent sur les questions économiques et militaires, mais son silence a été remarqué sur les questions d'environnement et les droits humains. En quelques semaines, Donald Trump a chamboulé les rapports de force entre les deux premières puissances mondiales, faisant parfois passer le Parti communiste chinois pour ouvert et modéré. Retour sur quatre dossiers primordiaux.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.liberation.fr/planete/2017/02/21/pekin-entend-profiter-du-flou-politique-autour-de-trump_1547328

3 – Sécurité : la conférence de Munich renforce les inquiétudes (Nicolas Baverez – Institut Montaigne)

La 53e édition de la Conférence de Munich sur la sécurité se tenait du 17 à 19 février. Cette année, étaient notamment à l'ordre de jour, les discussions concernant l'avenir des relations transatlantiques et de l'Otan, la coopération européenne en matière de sécurité et de défense et les relations avec la Russie. Nicolas Baverez, président du groupe de travail *Refonder la sécurité nationale*, partage ici les enseignements de cette conférence.

Comme Wolfgang Ischinger, diriez-vous que « la situation sur la scène internationale n'a jamais été aussi pleine d'incertitudes depuis des décennies » ?

Le monde du XXIème siècle est très différent de celui des années 1930, mais il comporte des sources d'instabilité et des dangers qui présentent des traits communs : la déflation, la déstabilisation des classes moyennes des pays développés, la montée des populismes, le renouveau des risques stratégiques. Après la dissipation des illusions sur l'avènement de la démocratie de marché au lendemain de la chute de l'Union soviétique, les nations libres sont

confrontées à une situation extrêmement dangereuse, qui explique le profond pessimisme des débats de la conférence sur la sécurité de Munich. D'un côté, le changement de nature et d'intensité des risques stratégiques qui émanent du terrorisme islamique, des démocraties chinoise, russe et turque, du développement des attaques cybernétiques sur les entreprises, les institutions et le débat public. De l'autre, la fragilisation du cœur du monde libre par le Brexit, qui crée une menace de désintégration de l'Union européenne, et surtout par l'élection de Donald Trump. La première et la plus désagréable conclusion de la conférence de Munich, c'est que les États-Unis n'apparaissent plus comme une solution mais bien comme une grande partie du problème. Ils ne réassurent plus la sécurité des démocraties, ils confortent leur déstabilisation par les forces populistes et leur désunion. Ils s'affirment moins comme une puissance indispensable que comme une nation dangereuse.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.desideespourdemain.fr/index.php/post/2017/02/23/S%C3%A9curit%C3%A9-%3A-la-conf%C3%A9rence-de-Munich-renforce-les-inqui%C3%A9tudes#.WLHp_k18dU

4 – Le premier cybermort est pour bientôt (L'Orient le Jour)

« Pour les avions de ligne, dans lesquels les passagers veulent de plus en plus rester connectés, il faut absolument sécuriser le cockpit, pour éviter toute possibilité de prise de contrôle à distance », avertit Alexandre Papaemmanuel, un responsable du renseignement et de la sécurité intérieure pour l'entreprise de services numériques Sopra Steria. Bulent Kilic/Archives AFP

Les piratages informatiques pourraient provoquer des accidents gravissimes et faire des victimes.

Après des dégâts économiques, techniques ou financiers, les pirates informatiques, quels que soient leurs mobiles, vont bientôt causer leurs premiers morts en provoquant des accidents, préviennent des experts. « Demain, on va avoir des morts, assurait fin janvier, lors du Forum

international de la cybersécurité (FIC), Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale française de la sécurité des services d'information (Anssi). Il faut vivre avec cette hypothèse et s'y préparer. » « Il va y avoir des morts, parce que c'est déjà techniquement faisable, a-t-il confié à l'AFP. Actuellement, on voit des attaquants qui entrent dans des réseaux, cartographient, cherchent à comprendre comment ça marche, ne volent rien. Notre grande peur, c'est qu'ils préparent les conflits, les attaques du futur. » Dans des sociétés toujours plus dépendantes des réseaux numériques, la prise de contrôle à distance de systèmes de transport, de réseaux électriques, de centrales électriques ou autres « opérateurs d'importance vitale » peut provoquer des accidents gravissimes et faire des victimes. « Quand on joue avec des aiguillages, les impacts peuvent être très réels, ajoute M. Poupard. Dans le meilleur des cas, c'est la panne, mais on peut vite arriver à la destruction pure et simple. On a l'habitude de parler pudiquement de sécurité des personnes et des biens. En fait, ce sont des morts. » L'exemple précurseur qui vient à l'esprit de tout spécialiste interrogé sur le sujet est le virus informatique Stuxnet, qui a perturbé le fonctionnement de sites nucléaires iraniens en 2010. Ce « malware », que tous les experts attribuent aux services secrets israéliens et américains, qui démentent, a provoqué des pannes, des surchauffes et même des explosions – une première dans l'histoire du piratage informatique –, mais pas de victimes.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lorientlejour.com/article/1036985/le-premier-cybermort-est-pour-bientot.html>

LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :

1 – Général de Villiers : les réformes, « on a déjà donné, pour ne pas dire qu'on a déjà tout donné » (zone militaire, Laurent Lagneau)

Le contexte actuel n'incite guère à l'optimisme, étant donné la dégradation accélérée de la sécurité internationale, avec notamment le terrorisme inspiré par les thèses islamistes radicales et le retour de la menace dite de la force, c'est à dire l'affirmation militaire de certains États-puissances qui, selon le général Pierre de Villiers, le chef d'état-major des armées (CEMA), « n'hésitent pas à tutoyer la ligne rouge ». Bref, si on ajoute les changements politiques observés ces derniers mois, nous sommes entrés dans un ère d'incertitudes et de doutes. Alors que la France va entrer en campagne électorale, il serait irresponsable d'écarter ce sujet ô combien important pour se concentrer sur l'accessoire. Car cette dégradation de la sécurité internationale a évidemment des conséquences sur la politique menée en matière de défense, dans la mesure où les armées sont extrêmement sollicitées, que ce soit sur le territoire national (Sentinelle, posture permanente de sûreté) ou à l'extérieur. Aussi, pour le général de Villiers, qui s'est exprimé devant les députés de la commission de la Défense, il est impératif de porter l'effort de défense à 2% du PIB d'ici 2022. Impératif pour au moins trois raisons. La première est qu'il faut « boucher les trous », c'est à dire récupérer au plus vite les capacités qui ont été abandonnées temporairement à cause des contraintes budgétaires. Il s'agit, comme l'a expliqué le CEMA, de « redonner à nos soldats les conditions de soutien et de vie en cohérence avec les efforts demandés, que ce soit au plan logistique, de l'infrastructure ou des équipements individuels – et ce dès 2018. » S'agissant des équipements, il y a urgence. « Les besoins sont multiples et vont croissant. Je pense aux drones, aux avions ISR (intelligence, surveillance, reconnaissance), aux ravitailleurs – avions et bâtiments –, à la flotte de transport ou aux hélicoptères. Pour l'ensemble de ces capacités, nous sommes au bord de la rupture. Parfois, en tant que chef des opérations, je renonce à certaines cibles par incapacité, c'est-à-dire par

insuffisance de capacités. Parfois, en tant que chef des opérations, je renonce à certaines cibles par incapacité, c'est-à-dire par insuffisance de capacités », a dit le général de Villiers. Et comme des exemples valent mieux que de longues phrases, il en a donné plusieurs. Ainsi, actuellement « plus de 60 % des véhicules de l'armée de Terre engagés en opérations ne sont pas protégés ». Il n'est pas possible de continuer comme cela, a souligné le CEMA, qui a aussi cité l'âge canonique des avions-ravitailleurs, dont la disponibilité « conditionne notre aptitude à tenir la posture de dissuasion nucléaire, comme à projeter nos forces et à soutenir nos opérations aériennes. » Le général de Villiers n'a pas oublié la Marine nationale, qui « voit le nombre de ses patrouilleurs outre-mer s'effondrer. » En effet, d'ici 2020, hors Guyane, « six sur huit auront été désarmés, et ne seront remplacés que plusieurs années plus tard. » Enfin, au-delà de cette échéance, d'autres réductions (ou ruptures) capacitaires sont à craindre, comme au niveau des « hélicoptères légers embarqués, dont le remplacement est prévu en 2028 seulement, les missiles air-air ou les camions lourds. » Toujours au sujet des équipements, le CEMA a plaidé pour une hausse de 300 millions d'euros par an des crédits alloués à la recherche et au développement. « Sans cela, nous ne serons pas compétitifs, et nous ne serons pas au rendez-vous des évolutions technologique », a-t-il dit, après avoir cité la modernisation des deux composantes de la dissuasion nucléaire. Modernisation aussi indispensable que coûteuse, même si, in fine, elle bénéficiera à l'économie française. Ces 2% du PIB doivent permettre de faire un effort « indispensable » au niveau des ressources humaines. Là, les armées peinent à se remettre des déflations de 50.000 postes planifiées entre 2008 et 2014. Et l'arrêt des suppression d'effectifs, décidé en novembre 2015 par le président Hollande, ne suffit pas « à restaurer la résilience de certains domaines, qui restent sous le seuil critique ».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.opex360.com/2017/02/24/general-de-villiers-les-reformes-deja-donne-pour-ne-pas-dire-quon-deja-donne/>

2 – Pourquoi depuis 20 ans, l’ONU choisit des Français pour maintenir la paix (RFI, Fabien Leboucq)

La nouvelle est tombée mardi 14 février au soir : Jean-Pierre Lacroix prendra la tête du département des opérations de maintien de la paix de l’Organisation des Nations unies. Pour la cinquième fois de suite, c’est un Français qui est chargé de diriger le bras armé de l’ONU et ses casques bleus. Si, depuis 20 ans, ce poste prestigieux revient à la France, c’est avant tout une histoire de petits arrangements diplomatiques. On l’a appris mardi par la voix d’**Antonio Guterres**, le nouveau patron de l’Organisation des Nations unies depuis le 1er janvier : **Jean-Pierre Lacroix**, haut fonctionnaire français rompu à l’exercice diplomatique, deviendra en avril le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l’ONU. Il succède à son compatriote Hervé Ladsous, qui n’avait pas souhaité poursuivre sa mission. Arrivé à ce poste en 2011, Hervé Ladsous avait remplacé le Français Alain Le Roy, lui-même successeur d’un autre Français, Jean-Marie Guéhenno, qui avait pris la suite d’un... Bref, à la tête des opérations de maintien de la paix de l’ONU, depuis 1997, les personnes changent, mais pas leur pays d’origine.

Retrouvez l’intégralité de l’article sur :

<http://www.rfi.fr/france/20170216-francais-20-ans-onu-maintien-paix-lacroix-guterres-afrique-casques-bleus>

INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :

1 – Le VBCI de Nexter, la référence des véhicules de combat d’infanterie 8 X 8, sous le feu des projecteurs au salon IDEX 2017

(communiqué de presse de Nexter)

Le VBCI de Nexter, la référence des véhicules de combat d’infanterie 8×8, sous le feu des projecteurs au salon IDEX 2017 Abou Dhabi, le 21 février 2017 – Nexter, leader français de la défense terrestre, présente son Véhicule Blindé de Combat d’Infanterie (VBCI) 8×8, du 19 au 23 février sur son stand du salon IDEX 2017. Le VBCI est un véhicule blindé de combat à 8 roues motrices qui peut transporter une section d’infanterie à l’avant de positions ennemies fortement défendues. Grâce à la souplesse de sa plateforme, il est également capable de remplir efficacement un large éventail de missions, qui vont du combat à haute intensité aux opérations de maintien de la paix. Le VBCI offre ainsi un parfait équilibre entre protection, puissance de feu et charge utile. Le VBCI, dont plus de 600 unités ont déjà été livrées, a acquis la réputation enviable de principale plateforme de combat de l’Armée française, lors des opérations récentes. En Afghanistan, au Mali ou encore en République centrafricaine, la fiabilité, la protection, la mobilité et le confort à bord lui ont permis de surmonter tous les obstacles, dans les contextes opérationnels les plus exigeants. Dans le cadre de l’opération Serval, il a été placé à l’avant de la projection des forces françaises au Mali, où il a couvert 2 400 kilomètres en quatre jours. Il a récemment été déployé dans les Émirats Arabes Unis lors de l’exercice militaire international Gulf Falcon dirigé par l’Armée française. Le VBCI intègre les dernières évolutions technologiques de la plateforme actuellement utilisée par l’Armée française, notamment dans les domaines de la protection, de la puissance motrice, de la charge utile et de la soutenabilité. « Le VBCI est aujourd’hui l’un des véhicules de combat d’infanterie 8×8 parmi les plus fiables et les plus aboutis. Il est également le fer de lance de notre gamme au Moyen-Orient », a déclaré Mike Duckworth, Vice-Président chargé du marketing et des ventes. « Véhicule de combat

inégalé, il offre à nos clients la possibilité de dominer le champ de bataille, non seulement aujourd'hui, mais également pour plusieurs dizaines d'années. L'association entre le VBCI et la tourelle T40 CTA armée de missiles antichar apporte un véritable changement, rendant possibles les opérations les plus difficiles ».

De nombreux autres communiqués en provenance de ce salon de l'armement IDEX 2017 disponibles sur :

<http://www.nexter-group.fr/>

<https://blog.groupedci.fr/2017/02/15/idex-2017-rendez-vous-majeur-de-lindustrie-de-defense-et-de-securite-terre-air-mer-au-moyen-orient/>)

2 – DCNS : résultats 2016 (communiqué de presse)

24 février 2017 Résultats 2016 : DCNS atteint ses objectifs et confirme l'amélioration de sa rentabilité opérationnelle

- Chiffre d'affaires de 3,2 milliards d'euros (+5 % vs 2015), dont 38 % à l'international
- Prises de commandes de 2,65 milliards d'euros
- EBITA de 89,5 millions d'euros (+54 % vs 2015)
- Résultat net consolidé de 87,5 millions d'euros (+50 % vs 2015)

Le Conseil d'administration de DCNS s'est réuni le 23 février 2017 pour arrêter les comptes de l'exercice 2016 clos le 31 décembre.

Commentant ces résultats, Hervé Guillou, Président-Directeur général de DCNS, a déclaré :
« Les résultats de l'exercice 2016 sont en ligne, pour la deuxième année consécutive, avec les objectifs annoncés en début d'année. L'amélioration significative de notre rentabilité opérationnelle se poursuit et confirme que nous progressons dans la maîtrise opérationnelle de nos contrats et que notre plan d'amélioration continue contribue positivement à notre activité. »

Nous maintiendrons en 2017 cette dynamique vertueuse et poursuivrons nos efforts pour encore améliorer nos résultats et dégager les ressources de notre développement. L'année 2016 a aussi été marquée par un événement majeur : notre sélection par l'Australie pour son futur programme de sous-marins, qui est une reconnaissance appréciable des compétences de nos ouvriers, ingénieurs et techniciens, et qui marque une nouvelle étape dans l'internationalisation du Groupe. Ses effets économiques positifs se concrétiseront dans le temps à travers les contrats successifs en cours d'exécution et de négociation. Par ailleurs, il est à noter, en fin d'année, la création, en partenariat avec Bpifrance, de DCNS Energies, nouvel acteur à vocation mondiale des énergies marines renouvelables, auquel s'associent également le groupe Technip et BNP Paribas Développement ».

Principales données en millions d'euros (Normes IFRS)	consolidées	2016	2015
Prises de commandes		2 645	3 521
Chiffre d'affaires		3 191	3 039
EBITA[1] Marge opérationnelle (EBITA/CA) en %		89,5 2,8 %	58,2 1,9 %
Résultat net consolidé		87,5	58,4

Prises de commandes

Les prises de commandes enregistrées au cours de l'exercice 2016 s'élèvent à **2 645 M€, dont 28 % à l'international**. L'amélioration de la compétitivité de nos offres a de nouveau permis, en 2016, **d'accroître le taux de marge moyen du carnet de commandes qui s'établit à 11,6 Mds€ à fin décembre**. Cette dynamique vertueuse, déjà constatée à fin 2015 et appelée à se poursuivre, est la condition essentielle de la rentabilité pérenne de nos opérations, de la confiance de nos clients et de la solidité de l'entreprise. Les principales commandes enregistrées en France ou à l'international sur la période écoulée concernent tous les secteurs de l'entreprise, qu'il s'agisse des programmes de construction neuve, des services ou des équipements. Elles

concernent la construction et l'entretien des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), l'entretien du porte-avions *Charles de Gaulle*, le BPC Egypte, les corvettes pour la Malaisie, le programme d'adaptation des missiles M 51 aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et le programme de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) pour la Marine nationale. Mesuré sur les trois années de 2014 à 2016, **le ratio Book-to-Bill (Prises de commandes sur Chiffre d'affaires)**, qui mesure le renouvellement du carnet de commandes, **s'établit à 1,05.**

Chiffre d'affaires, EBITA et résultat net

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 3 191 M€, en progression de 5 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Réalisé à 38 % à l'international, il est porté par les grands programmes nationaux, principalement FREMM et Barracuda, par l'international avec l'Egypte, le Brésil et l'Inde ainsi que par les Services avec notamment les programmes d'entretiens SNA, SNLE, porte-avions *Charles de Gaulle*, Arabie saoudite et Malaisie. **L'EBITA s'élève à 89,5 M€, en hausse de 54 % par rapport à 2015. La rentabilité opérationnelle du chiffre d'affaires a de nouveau été améliorée**, passant de 1,9 % en 2015 à 2,8 % en 2016. Cette bonne dynamique, qui doit être activement poursuivie, montre que les actions engagées dans le cadre du Plan de progrès et de l'Accord global de performance donnent leurs premiers résultats et contribuent à l'amélioration de notre compétitivité et de notre rentabilité.

Le résultat net consolidé s'établit à 87,5 M€. Il progresse de 50 % par rapport à 2015.

Perspectives

Sur l'ensemble de l'exercice 2017, DCNS devrait enregistrer une nouvelle progression de son chiffre d'affaires, de l'EBITA et de la rentabilité opérationnelle. Le Groupe anticipe une croissance de l'ordre de 10 % de son résultat net.

GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE

ET DE SÉCURITÉ :

1 – Les ministres de la défense des pays de l’OTAN prennent des mesures destinées à renforcer l’alliance (NATO.com)

Les ministres de la Défense des pays de l’OTAN réunis à Bruxelles sont arrivés au terme de deux journées de discussions axées sur l’adaptation de l’Alliance à un environnement de sécurité plus exigeant. Mercredi, les ministres ont examiné le rôle de l’OTAN dans la lutte contre le terrorisme et ont approuvé la création d’un pôle régional pour le sud, intégré au Commandement allié de forces interarmées de Naples. Ce pôle, qui travaillera avec des pays et organisations partenaires, aidera à évaluer les menaces en provenance du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord et à y apporter des réponses. Les ministres ont également fait le point sur les capacités de l’OTAN en matière de renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées et ils ont décidé de mettre en place une capacité qui succédera aux avions AWACS de l’OTAN lorsque ceux-ci seront retirés du service, vers 2035. L’OTAN sera ainsi mieux à même d’affronter les défis émanant du sud et d’anticiper les crises. Le secrétaire général, M. Jens Stoltenberg, a souligné que l’adaptation permanente de l’OTAN nécessitait un partage plus équitable des charges entre les Alliés. Il a fait observer qu’après de nombreuses années de baisse, les dépenses de défense des Alliés européens et du Canada avaient globalement augmenté de 3,8 % en termes réels en 2016. « Cela veut dire quelque 10 milliards de dollars de plus pour notre défense. Cela fait une différence, mais il est absolument vital de continuer dans cette voie » a-t-il ajouté. Jeudi, les Alliés se sont mis d’accord sur les prochaines étapes de la modernisation de la structure de commandement de l’OTAN. Ils ont en outre examiné l’état d’avancement du déploiement des forces de dissuasion en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Le secrétaire général a bien indiqué que ces déploiements étaient proportionnés et de nature défensive, ajoutant que « le but est de prévenir les conflits et non pas de les

provoquer ». Les Alliés ont aussi pris des mesures pour renforcer la présence de l'OTAN dans la région et comptent ainsi intensifier l'entraînement, accroître le nombre d'exercices et travailler à une meilleure connaissance de la situation dans le domaine maritime. À l'occasion d'une réunion de la Commission OTAN-Géorgie, les ministres ont félicité ce pays pour les réformes qu'il mène dans le domaine de la défense. M. Stoltenberg a indiqué que la Géorgie faisait des progrès satisfaisants et que l'OTAN continuerait de l'aider à avancer sur la voie de l'adhésion.

2 – Rapport sur la déradicalisation : « il n'y aura pas de miracle » (Le Monde, Cécile Couanchaut)

C'est un rapport qui intervient alors que le constat est désormais entendu : la prise en charge de la déradicalisation en France est un « échec » et les pouvoirs publics doivent changer de « concept ». La sénatrice écologiste Esther Benbassa et sa collègue Les Républicains (LR) Catherine Troendlé ont remis, mercredi 22 février, leur rapport d'étape de leur mission d'information baptisée « *Désendoctrinement, désemlbrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe* ». Le rapport final, dont les travaux ont débuté au printemps 2016, devrait être publié en juin. Dans ce point d'étape, les deux rapporteuses dressent un bilan global peu flatteur de la politique de déradicalisation et en particulier du centre dédié de Pontourny (Indre-et-Loire), où elles se sont rendues. « *C'est un fiasco complet, tout est à repenser, tout est à reconstruire* », a commenté le président de la commission des Lois du Sénat, Philippe Bas.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/02/23/rapport-sur-la-deradicalisation-il-n-y-aura-pas-de-miracle_5084014_3224.html

[1] *Earnings before interest, tax and amortization* : équivalent du résultat opérationnel